



HAL
open science

L'ambiance comme enjeu politique. Etude sensible d'un quartier populaire de Tunis lors du processus révolutionnaire

Mouna Zairi

► **To cite this version:**

Mouna Zairi. L'ambiance comme enjeu politique. Etude sensible d'un quartier populaire de Tunis lors du processus révolutionnaire. Ambiances, tomorrow. Proceedings of 3rd International Congress on Ambiances. Septembre 2016, Volos, Greece, Sep 2016, Volos, Grèce. p. 725 - 730. hal-01409714

HAL Id: hal-01409714

<https://hal.science/hal-01409714v1>

Submitted on 12 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ambiance comme enjeu politique

Etude sensible d'un quartier populaire de Tunis lors du processus révolutionnaire

Mouna ZAÏRI

UMR CNRS AAU —Equipe CRESSON/ENSA Grenoble – Univ. Grenoble
Alpes, France, zairi.mouna83@gmail.com

Abstract. *We have seen, since the end of the year 2010, in Tunisia, a historical and political turning point, with the emergence of a popular uprising against the dictatorship. Undoubtedly, it is the public space, which was first concerned by these social movements. It was, as such, a 'receptacle' of various events and demonstrations, sit-in, walks... By questioning the sensitive experience of the users of a popular district of Tunis in a period of revolutionary process, we wanted to show that the atmosphere is a marker of the political situation and it may be one of its issues.*

Keywords: *public space, revolution, ambiance, sharing, Tunis*

L'espace public tunisien entre conquête et réappropriation

La Tunisie a vécu au rythme du processus révolutionnaire⁴ pendant plus de trois ans depuis la fuite du président déchu Ben Ali, le 14 janvier 2011.

Fraîchement conquis, l'espace public a vu émerger de nouvelles pratiques sociales très diversifiées ainsi que différentes modalités d'occupation qui marquent la nouvelle (ré)appropriation de celui-ci. La nouvelle occupation de l'espace public par la masse citoyenne depuis la révolution, s'est traduite sous diverses formes et ce à l'échelle de différentes catégories spatiales.

Nous avons pu voir, dès les premiers moments de la révolution tunisienne, deux principales expressions de l'occupation de l'espace public⁵. La première est une réappropriation politique. Nous entendons par réappropriation politique, les mouvements sociaux de protestation ou de solidarité, à l'égard des différents gouvernements qui se sont succédé pendant la période de transition politique, exprimés le plus souvent par des manifestations, des marches, des sit-in...

La deuxième manière d'occuper l'espace public est une réappropriation socioculturelle.

1. La révolution tunisienne a été déclenchée en décembre 2010 suite à l'immolation par le feu d'un jeune vendeur ambulant de Sidi Bouzid, l'une des villes les plus pauvres de la Tunisie, et qui aux termes d'un mois de manifestations et de sit-in dans tout le pays, a abouti à la fuite du président Ben Ali le 14 janvier 2011. La période de transition a duré plus de trois ans jusqu'aux premières élections démocratiques fin 2014.

2. Dans ce travail, nous nous intéressons à l'espace public dans sa dimension urbaine.

Dès lors, nous avons assisté à diverses manifestations d'ordre culturel ou artistique pour célébrer cette liberté d'expression nouvellement acquise : des sculptures exposées sur l'avenue Habib Bourguiba au centre-ville de Tunis, des journées de lecture dans les avenues principales des villes... ou tout simplement des réunions sur les terrasses de cafés pour discuter de la situation politique du pays, du gouvernement, des partis politiques... Désormais, « *les rues tunisiennes ne se taisent pas !* » (Piot, 2011).

Toutefois, nous avons aussi observé, depuis l'évènement révolutionnaire, des actions de détournement de l'espace public : les prières collectives dans la rue, dans les stades ou même à la plage, les marchands ambulants, vendant toute sorte de marchandises, installés sur les trottoirs et devant les mosquées, les constructions illégales...

Toutes ces « activités nouvelles » qui traduisent des idéologies et des aspirations diverses pour le nouvel état tunisien montrent que l'espace public n'est plus l'espace privé d'un état dictateur, obéissant à des « impératifs sécuritaires » (Barthel, 2005) : il est l'espace de partage.

C'est la question du partage de l'espace public tunisien, en période de transition politique qui est au cœur de notre travail. Dans cette optique, nous formulons l'interrogation suivante : dans quelle mesure la situation politique peut-elle (re)définir le partage du sensible dans l'espace public urbain de Tunis ?

Pour cela, nous avons cherché à mettre au jour l'impact de la transition politique dans les rapports des usagers dans et avec l'espace public. Dans cet article, nous proposons une lecture sensible d'un quartier populaire de Tunis, Cité Ettadhamen, l'un des premiers quartiers à s'être soulevé contre le régime de Ben Ali en janvier 2011.

C'est par le biais de l'étude et de l'analyse des ambiances urbaines du quartier populaire Cité Ettadhamen que nous avons tenté de répondre à notre interrogation. L'approche que nous proposons est donc une approche sensible et qualitative qui fait appel à un travail d'investigation sur le terrain⁶ : observation récurrente *in situ*, entretiens semi-directifs, parcours commentés (Thibaud, 2001), et enfin réactivation par l'image inspirée de la méthode de l'observation récurrente (Amphoux, 2001).

Nous avons analysé, dans un premier temps, les résultats dégagés de chacune des méthodes que nous venons de citer, puis dans un deuxième temps, nous avons confronté ces résultats les uns aux autres et c'est ainsi que nous avons pu constituer, pas à pas, telles les pièces d'un puzzle, des *figures*⁷ (Torgue, 2011) qui rendent compte du vécu sensible du quartier populaire Cité Ettadhamen en période de transition politique.

La Cité délabrée

Le quartier populaire Cité Ettadhamen, (Ettadhamen signifiant solidarité) est rattaché à l'agglomération de Tunis. C'est l'un des plus grands quartiers de Tunis en

3. Enquêtes faites entre juillet et décembre 2014

4. La figure se présente comme une synthèse d'un ensemble de paroles recueillies qui couvre une même thématique et que la figure va mettre au jour de manière plus complète que les images éparpillées et décousues dans la parole habitante.

termes de superficie avec ses 24 km². Voyant le jour pendant les années 70, il est construit de manière illégale jusqu'à ce qu'il soit, vers les années 80, intégré dans le schéma directeur de l'agglomération tunisoise en vue de maîtriser au mieux son expansion.

C'est aussi un quartier qui peut être qualifié de délabré au regard de son infrastructure précaire : absence de certains équipements urbains, manque d'éclairage, absence de trottoirs ou de chaussée...

L'absence des équipements nécessaires à tout quartier intervient directement sur les pratiques urbaines dans la Cité Ettadhamen. Cela se ressent essentiellement en hiver et le soir. Les jours pluvieux, la rue devient un réel handicap et même un danger mortel pour les habitants de cette Cité. Comme cela a déjà été mentionné lors d'un parcours commenté, il suffit qu'il pleuve une journée pour que la rue « *se transforme en mer* » infranchissable pour les petits écoliers ou les vieilles personnes. Le soir, il n'y a quasiment plus d'activités à l'extérieur à cause de l'obscurité et du manque d'éclairage qui engendrent un sentiment d'insécurité encore plus amplifié depuis l'épisode révolutionnaire.

Les enquêtés expliquent qu'ils ont commencé à éviter de se retrouver dehors, le soir, depuis le début de l'année 2012, à cause des événements violents qu'a connu le pays.

La Cité de la Peur

Situation d'évitement

La situation d'évitement s'exprime de différentes manières mais marque surtout un changement dans les habitudes et dans les pratiques urbaines. Ce changement est toujours relatif à un « *avant* » ou « *après* » révolution. Nous avons demandé à nos enquêtés de préciser à quel moment commence l'avant révolution et l'après révolution. Les réponses ont été sensiblement les mêmes : l'avant révolution c'est avant le 14 janvier 2011. La période qui a précédé avec toutes les vagues de protestation et d'affrontements avec les forces de l'ordre dans plusieurs régions de la Tunisie (Décembre 2011) n'est pas considérée comme faisant partie de la période révolutionnaire et n'a pas eu d'impact sur leurs pratiques ou ressenti. L'après révolution débute en 2012, soit une année après la chute du régime de Ben Ali.

L'année 2012 semble marquer un tournant dans les pratiques des enquêtés. Les sentiments de peur et d'insécurité face au climat politique et socioéconomique instable du pays mais face aussi à la montée du terrorisme, se traduisent par des situations d'évitement dans l'espace public.

Elles sont relatives aux trajets empruntés, aux horaires de présence dans l'espace urbain et aux mœurs vestimentaires. Certains trajets, parce qu'ils sont mal éclairés ou mal fréquentés, sont donc évités par peur des vols et des braquages. D'autre part, les personnes interrogées disent préférer rentrer chez elles avant qu'il ne fasse nuit, surtout si elles ne sont pas accompagnées. Quant à l'accoutrement, il obéit à un souci de discrétion au risque de s'attirer les regards malveillants ou les ennuis.

Amplifiées par l'absence totale du contrôle policier et par la pression religieuse encore plus prononcée depuis la révolution, les situations d'évitement peuvent être poussées à l'extrême comme arrêter de travailler ou changer totalement de mœurs vestimentaires.

Dans le quartier populaire Cité Ettadhamen, cette pression est essentiellement exercée par certains jeunes hommes du quartier, la plupart des « *délinquants* », devenus salafistes depuis la révolution.

Ainsi pour éviter les problèmes avec cette « *nouvelle police* », qui prend les allures d'une brigade des mœurs, certaines jeunes femmes ou jeunes filles préfèrent arborer des tenues discrètes « *décentes* » respectant les diktats religieux islamiques, ne pas trop s'attarder dehors et essayer de ne jamais se déplacer seules.

La Cité-Territoire

Situation de permissivité

Construire sans permis de bâtir à Cité Ettadhamen est chose fréquente. Le phénomène s'est accentué selon les enquêtés dès la première année de la révolution (fin 2011). Les gens s'approprient l'espace public pour construire des kiosques à journaux, ajoutent un troisième ou un quatrième étage à leurs maisons, certains vont même jusqu'à construire des immeubles ou de petites usines sans autorisation de la municipalité, détruisent des parties des édifices publics... Les autorités ne contrôlent pas ces dépassements et les laissent faire, ce qui encourage quelques-uns à enfreindre la loi et à considérer l'espace public comme un espace dont ils peuvent disposer comme bon leur semble. C'est « *l'anarchie totale* » et le quartier Cité Ettadhamen ressemble à un « *chantier énorme* » en continuelle construction.

Dans un autre registre, la situation de permissivité se manifeste dans le comportement des jeunes du quartier. Ils se déplacent et se réunissent en bande et sont considérés d'un mauvais œil. Ils représentent pour les personnes interrogées un danger potentiel et semblent être la cause majeure des problèmes du quartier : auteurs des vols et des actes d'agression et de violence (verbale ou physique). Il s'agit, d'après les enquêtés, de jeunes désœuvrés à peine sortis de l'adolescence et qui ont quitté assez tôt les bancs de l'école. Ce sont des bandes exclusivement masculines qui s'installent pendant la journée soit dans des endroits assez discrets à l'abri des regards (dans un terrain vague ou même dans le cimetière), soit ils se réunissent sur un rond-point et consomment de l'alcool, fument du cannabis en pleine journée au vu et au su de tout le monde. Ce sont des jeunes livrés à eux-mêmes qui n'acceptent aucune forme d'autorité et considèrent l'espace public comme une propriété privée où tout est permis.

Ce phénomène, selon les enquêtés, a toujours existé dans le quartier mais s'est amplifié depuis la révolution parce que ces jeunes n'ont plus peur de la police et qu'ils peuvent agir en toute impunité.

Limites et frontières

Dans le quartier Cité Ettadhamen, l'habitant se perçoit comme membre d'une « *communauté* » où la présence étrangère est difficilement tolérée. Dans ce quartier, il n'y a pas qu'une seule communauté : il y a des « *clans* », qui occupent et habitent des territoires bien définis même s'ils ne sont séparés que par une simple rue. Ils se reconnaissent et ne se mélangent pas, et veillent à ce qu'aucun n'empiète sur le territoire de l'autre. C'est le terme « *houma* » (c'est le quartier mais dans un sens

plus communautaire, où le terme « *houma* » est un signe d'identification) qui ressort dans le discours de ceux qui habitent ce quartier. Les jeunes ne se saluent pas par leur nom mais par le terme « *houma* » (« *Bonjour Houma* », « *Ca va Houma ?* »).

Tout dans l'attitude et les pratiques des habitants de Cité Ettadhamen semble dire que cet espace est le leur et qu'ils peuvent l'habiter comme ils le souhaitent. Le quartier devient une extension de la maison : on en fait une salle de jeu, on dort au pas de la porte ou même dans le cimetière, on y fête les mariages en pleine rue...

L'habitant garde jalousement sa « *maison* », sa « *houma* », qu'il a défendu lors de l'épisode révolutionnaire en participant aux manifestations, en brûlant des pneus usés et en érigeant des barricades. La rivalité entre clans est momentanément oubliée quand il s'agit de faire front unique contre « *l'intrus* ».

Le quartier se présente comme un labyrinthe avec ses ruelles étroites, sinueuses et anonymes, si ce n'est des numéros donnés aux artères principales (Rue 105, Rue 106), et avec des chemins tortueux qui finissent parfois en cul de sac. C'est un quartier où il est très facile de se perdre, si on y est étranger. L'accès semble réservé aux « *connaisseurs* », et ne peut être facilement accessible qu'aux habitués.

Ce labyrinthe est jalousement gardé par ses occupants qui repèrent immédiatement l'étranger à leur cité. Tout visiteur devrait être accompagné par un groupe de jeunes qui sont originaires de la cité et qui y résident. Ce constat vaut pour les journalistes, les forces de l'ordre, partis politiques et autres. Un labyrinthe qui, pendant le processus révolutionnaire, s'est constitué, à chaque affrontement avec les forces de l'ordre, en véritable guet-apens. Attaquées par des pierres à partir des terrasses, ces dernières ne pouvaient pas pénétrer dans les ruelles intérieures du quartier. Les affrontements ont toujours eu lieu sur les deux artères principales.

La présence des « *nouveaux visages* » désignant essentiellement les libyens n'est pas non plus appréciée. Les libyens venus se réfugier en Tunisie après la révolution libyenne, et dont certains se sont installés dans le quartier Cité Ettadhamen, sont pour les enquêtés des « *étrangers* » dont il faut se méfier et auxquels on attribue la responsabilité de plusieurs problèmes : la cherté de la vie, la montée des prix des loyers, la prolifération de la saleté dans les rues...

L'espace public devient un espace de rivalité, de convoitise et de conflit. Il tend à devenir un espace morcelé en « *territoires conquis* » par les groupes en présence et en lutte. Chaque groupe défend « *son* » territoire, « *son* » domaine. Il se l'approprie en érigeant des limites physiques et parfois même symboliques : par des formes, par des couleurs et par des inscriptions qui deviennent au fil du temps des repères et des références.

L'ambiance urbaine : objet de la lutte politique

Du bref exposé ci-dessus, nous avons pu relever que le facteur spatial semble déterminant dans ce que les habitants du quartier populaire Cité Ettadhamen expriment et dans ce qu'ils font. Il définit ce que l'on peut se permettre de faire dans l'espace public, et inversement ce que l'on s'interdit de faire.

Ce que nous avons pu constater, c'est qu'il y a une modulation de l'espace « *permissif* » qui dépend du degré d'inhibition dans l'espace public qui s'est exprimé à travers les situations de permissivité et les situations d'évitement que nous avons décrites plus haut.

Même si elles sont éphémères, les figures que nous avons dégagées semblent transformer la perception de l'espace public, essentiellement quand il s'agit de comportement de déviance que nous avons observé en situation de permissivité. Dans ce cas de figure, il est question de braver l'interdit. Nous avons vu que l'interdit peut être bravé à plusieurs échelles : par rapport au tabou religieux, par rapport aux règles de voisinage et par rapport au respect des lois instaurées par l'État.

La permissivité ne se fait que dans l'espace public, là où elle est bien visible, pour qu'elle soit connue et divulguée. Nous considérons cela comme un geste politique qui vient en réponse à des facteurs bien déterminés tel que le laxisme de l'État, la répression policière, le sentiment de déception...

Par contre, dans la situation d'évitement, il s'agit plutôt d'une forme de « *soumission* », d'adaptation excessive à une situation politique instable, dictée par un sentiment de peur et de méfiance généré par les mêmes facteurs que nous venons de citer. L'espace public reçoit dans ces situations-là l'expression d'une grande diversité de perceptions : les attitudes, ressentis et pratiques qui en découlent, que nous avons décrites, représentent des facteurs d'ambiance.

Tout ce que nous avons décrit et reporté nous renseigne sur la perception de l'usager de l'espace public en une période de transition politique, et met au jour, par là même, son vécu sensible.

L'ambiance urbaine n'est pas seulement témoin d'un bouleversement politique, elle en est aussi le porteur ou l'enjeu. C'est en mettant au jour ce qui est possible de faire ou de ne pas faire dans l'espace public, qu'elle devient l'objet de l'enjeu politique.

Références

- Amphoux, P. (2001), *L'observation récurrente*, in J-P. Thibaud et M. Grosjean (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses, pp. 153-169
- Barthel, P-A. (2005), *A Tunis, l'espace public ferait-il peur aux dirigeants ? De la fabrication « encadrée » des lieux à leur subversion compensatoire*, in N. Hossard et M. Jarvin (dir.), « *C'est ma ville !* » : *de l'appropriation au détournement de l'espace public*, France, L'Harmattan, p. 43
- Piot, O. (2011), *La révolution tunisienne, Dix jours qui ébranlèrent le monde arabe*, France, Les Petits matins
- Thibaud, J-P. (2001), *La méthode des parcours commentés*, in J-P. Thibaud et M. Grosjean (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses, pp. 74-99
- Torgue, H. (2011), *Le Musicien, Le Promeneur et L'Urbaniste — La composition de l'espace imaginaire : Création artistique, paroles habitantes, ambiances urbaines*, Grenoble : Habilitation à Diriger des Recherches soutenue à L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble à Grenoble le 08 juin 2011

Auteur

Mouna Zairi, architecte de formation, est doctorante en cotutelle de thèse entre le CRESSON (ENSAG, France) et l'ERA (ENAU, Tunisie).